



BOYCOTT du Comité Technique du 6 décembre 2011

2 450 suppressions, dont 62 pour les Bouches du Rhône !

Voilà ce qui est prévu et devrait être entériné par le Comité Technique de Réseau (ancien CTP Central) convoqué à Paris le mardi 6 décembre 2011.

Aux 62 suppressions nettes des BdR vont s'ajouter, par exemple, les faux transferts des emplois informatiques vers la DISI, ce seront ainsi une centaine de postes C qui vont disparaître pour notre département et viendront s'ajouter aux centaines déjà disparus les années précédentes. C'est une véritable saignée !

Ce même mardi 6 décembre, comme si de rien n'était, la Direction locale réunit un comité technique.

L'intersyndicale CGT Finances Publiques, Union SNUI/SUD Trésor Solidaires et FO DGFIP NE PARTICIPERA PAS A CE COMITE ET DEMANDE L'ARRET IMMEDIAT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.

Plus personne aujourd'hui ne peut douter du but des restructurations. Fusion DGI/DGCP, création des SIE ou des SIP, regroupement de certains services, suppressions d'autres, vente de sites. Il est clair que la véritable volonté est de supprimer des emplois, dégrader les conditions de travail et rendre impossible l'exercice des missions pour, peut être, les confier à d'autres opérateurs.

La crise est venue en rajouter: les suppressions ne sont plus induites par de soi-disant gains de productivité mais servent de variable d'ajustement ou de prétexte pour juguler la dette. Les salariés du privé et du public coûtent trop chers, ils sont devenus la cause des problèmes et donc la solution est la suppression des emplois. Les pouvoirs publics, après avoir imposé le système qui craque aujourd'hui de toute part, sacrifient les salariés avec : leurs emplois, leur pouvoir d'achat, leur protection sociale, leurs garanties sur l'autel des économies à réaliser pour payer une crise dont ils ne sont ni de près, ni de loin, responsables.

Aux Finances publiques, les services sont au bord de la rupture ; c'est confirmé dans les rapports de l'Assemblée Nationale ou de la Cour des Comptes.

Les charges nouvelles, les transferts, l'augmentation de la charge des agents avec des outils qui ne fonctionnent pas correctement sont constatés partout. Même la dématérialisation qui était sensée pouvoir dégager des gains de productivité, génère des charges nouvelles et importantes.

Les agents reçoivent sans arrêt des notes de dizaines de pages, des infos de toutes sortes dont beaucoup de «com» dont s'enorgueillit la direction, mais ils n'ont de toute façon pas le temps d'y jeter un œil. La Direction ne répond plus aux coups de fils ou mails des agents qui ont besoin d'une aide technique. Ils n'ont même plus le temps d'assister aux formations.

En revanche la DRFiP ne ménage pas ses efforts pour contrôler plus étroitement le travail, faire des audits et assurer le suivi des sacro-saints indicateurs qui laissent à croire que tout va bien.

Le résultat de cette politique, c'est que les priorités se bousculent, que les agents sont placés dans des conditions tendues et qu'ils ont de plus en plus le sentiment d'être pris pour des pions et que la seule préoccupation de la direction est de presser le citron jusqu'à la dernière goutte.

Les 120 agents des SIE qui sont venus des quatre coins du département à l'audience de Mme Reisman le 24 novembre ont pu témoigner de leur malaise au travail et dénoncer leurs conditions de travail déplorables.

Les agents des SIP dont les installations sont faites même quand les travaux sont en cours, les agents des accueils qui voient le nombre des usagers croître et les files d'attente s'allonger, les agents du cadastre auxquels on impose une révision des locaux professionnels sans moyens supplémentaires, ceux de CHORUS et tous les autres...

les agent n'en peuvent plus!